

AUTORISATION DE PERMIS D'AMENAGER DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Déposée le 18/05/2022	Complétée le 25/07/2022	N° PA 34116 22 M0002
Affichée le 03/06/2022		
Par	COMMUNE DE GRABELS	URBANISME
Demeurant à	01 place Jean Jaurès MAIRIE 34790 GRABELS	AFFICHAGE EFFECTUE
Représenté par	MONSIEUR LE MAIRE, RENE REVOL	DU 18/11/2022
N°SIRET	21340116900072	AU 18/01/2023
Par	SAS GGL AMENAGEMENT	NON OPPOSITION
Demeurant à	111 place Pierre Duhem, 34000 MONTPELLIER	GRABELS, LE
N°SIRET	75277242600017	LE MAIRE,
Représenté par	GUIPPONI JACQUES	
Pour	Création d'un city park	Destination :
Sur un terrain sis	Impasse Ferdinand Carre GRABELS	Aménagement d'un parc de sport et de loisir
Parcelle(s)	AH0042 AH0043	

Le Maire,

- Vu** la demande susvisée ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;
Vu le Plan de Prévention des Risques d'inondation approuvé ;
Vu le Plan de Prévention des Risques d'incendies de forêt approuvé ;
Vu le porter à connaissance de la carte départementale d'aléas incendie de forêt approuvé le 17/12/2021 ;
Vu Le Schéma Directeur d'assainissement pluvial des services de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18/07/2018 notifiant la nouvelle connaissance de l'aléa inondation par ruissellement pluvial ;
Vu les pièces complémentaires déposées en date du 25/07/2022.

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE : Le permis d'aménager est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

GRABELS, le

07 NOV. 2022

Le Maire

Le Maire,
René REVOL



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Durée de validité du permis : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément à l'article R424-21 du code de l'urbanisme, le permis peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

NON OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION	
Déposée le 14/10/2022	
Affichée le 18/10/2022	
Par	Monsieur FRAMENT Alexandre
Demeurant à	2 Impasse du Pont 34790 GRABELS
Représenté par	
Pour	Installation de 16 panneaux photovoltaïques
Sur un terrain sis	2 Impasse du Pont GRABELS
Parcelle(s)	AW0134

Référence dossier :
N° DP 34116 22 M0107
Destination : INSTALLATION DE PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE

DU 18/11/2022
AU 18/01/2023

NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,

Le Maire,

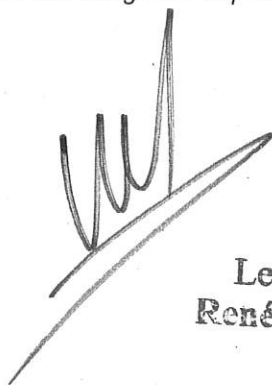
- Vu** la demande susvisée ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;

ARRETE :

ARTICLE 1: Il n'est **pas fait opposition** à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2: L'exécution des travaux soumis à la déclaration susvisée est subordonnée au respect de la prescription suivante :

Les panneaux photovoltaïques seront intégrés à la pente de la toiture.

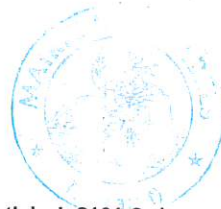


GRABELS, le

17 NOV. 2022

Le Maire

Le Maire,
René REVOL



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Durée de validité de la déclaration : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la décision de non opposition est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. La décision de non opposition peut être prorogée, deux fois, pour une durée d'un an. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

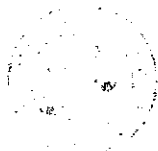
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

1. CONFIDENTIAL
 2. NO FORN DISSEM
 3. NO UNCLASSIFIED
 4. NO UNCLASSIFIED
 5. NO UNCLASSIFIED
 6. NO UNCLASSIFIED
 7. NO UNCLASSIFIED
 8. NO UNCLASSIFIED
 9. NO UNCLASSIFIED
 10. NO UNCLASSIFIED
 11. NO UNCLASSIFIED
 12. NO UNCLASSIFIED
 13. NO UNCLASSIFIED
 14. NO UNCLASSIFIED
 15. NO UNCLASSIFIED
 16. NO UNCLASSIFIED
 17. NO UNCLASSIFIED
 18. NO UNCLASSIFIED
 19. NO UNCLASSIFIED
 20. NO UNCLASSIFIED
 21. NO UNCLASSIFIED
 22. NO UNCLASSIFIED
 23. NO UNCLASSIFIED
 24. NO UNCLASSIFIED
 25. NO UNCLASSIFIED
 26. NO UNCLASSIFIED
 27. NO UNCLASSIFIED
 28. NO UNCLASSIFIED
 29. NO UNCLASSIFIED
 30. NO UNCLASSIFIED
 31. NO UNCLASSIFIED
 32. NO UNCLASSIFIED
 33. NO UNCLASSIFIED
 34. NO UNCLASSIFIED
 35. NO UNCLASSIFIED
 36. NO UNCLASSIFIED
 37. NO UNCLASSIFIED
 38. NO UNCLASSIFIED
 39. NO UNCLASSIFIED
 40. NO UNCLASSIFIED
 41. NO UNCLASSIFIED
 42. NO UNCLASSIFIED
 43. NO UNCLASSIFIED
 44. NO UNCLASSIFIED
 45. NO UNCLASSIFIED
 46. NO UNCLASSIFIED
 47. NO UNCLASSIFIED
 48. NO UNCLASSIFIED
 49. NO UNCLASSIFIED
 50. NO UNCLASSIFIED
 51. NO UNCLASSIFIED
 52. NO UNCLASSIFIED
 53. NO UNCLASSIFIED
 54. NO UNCLASSIFIED
 55. NO UNCLASSIFIED
 56. NO UNCLASSIFIED
 57. NO UNCLASSIFIED
 58. NO UNCLASSIFIED
 59. NO UNCLASSIFIED
 60. NO UNCLASSIFIED
 61. NO UNCLASSIFIED
 62. NO UNCLASSIFIED
 63. NO UNCLASSIFIED
 64. NO UNCLASSIFIED
 65. NO UNCLASSIFIED
 66. NO UNCLASSIFIED
 67. NO UNCLASSIFIED
 68. NO UNCLASSIFIED
 69. NO UNCLASSIFIED
 70. NO UNCLASSIFIED
 71. NO UNCLASSIFIED
 72. NO UNCLASSIFIED
 73. NO UNCLASSIFIED
 74. NO UNCLASSIFIED
 75. NO UNCLASSIFIED
 76. NO UNCLASSIFIED
 77. NO UNCLASSIFIED
 78. NO UNCLASSIFIED
 79. NO UNCLASSIFIED
 80. NO UNCLASSIFIED
 81. NO UNCLASSIFIED
 82. NO UNCLASSIFIED
 83. NO UNCLASSIFIED
 84. NO UNCLASSIFIED
 85. NO UNCLASSIFIED
 86. NO UNCLASSIFIED
 87. NO UNCLASSIFIED
 88. NO UNCLASSIFIED
 89. NO UNCLASSIFIED
 90. NO UNCLASSIFIED
 91. NO UNCLASSIFIED
 92. NO UNCLASSIFIED
 93. NO UNCLASSIFIED
 94. NO UNCLASSIFIED
 95. NO UNCLASSIFIED
 96. NO UNCLASSIFIED
 97. NO UNCLASSIFIED
 98. NO UNCLASSIFIED
 99. NO UNCLASSIFIED
 100. NO UNCLASSIFIED



4. 2000
1000000000

NON OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Déposée le 13/10/2022		N° DP 34116 22 M0104
Affichée le 18/10/2022		
Par	Monsieur RIBEAUCOURT JEREMIE	
Demeurant à	162 Rue DE LA CROIX DE GUILLERY 34790 GRABELS	
Représenté par		
Pour	Installation 12 panneaux photovoltaïques sur plan toiture 23.53 m².	Destination : travaux sur construction existante
Sur un terrain sis	162 Rue DE LA CROIX DE GUILLERY GRABELS	
Parcelle(s)	BD0235	

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 18/11/2022
AU 18/01/2023
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,

Le Maire,

- Vu** la demande susvisée ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;

ARRETE :

ARTICLE 1: Il n'est **pas fait opposition** à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2: L'exécution des travaux soumis à la déclaration susvisée est subordonnée au respect de la prescription suivante :

les panneaux photovoltaïques seront intégrés à la pente de la toiture

17 NOV. 2022

GRABELS, le

Le Maire

Le Maire,
René REVOL

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Durée de validité de la déclaration : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la décision de non opposition est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. La décision de non opposition peut être prorogée, deux fois, pour une durée d'un an. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

NON OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Déposée le 13/10/2022		N° DP 34116 22 M0105
Affichée le 18/10/2022		
Par	Monsieur POUILLOUX Frédéric	
Demeurant à	10 rue Hilaire Berniaud 34790 GRABELS	
Représenté par		Destination : travaux sur construction existante
Pour	Installation panneaux photovoltaïques en surimposition de toiture 19.80 m².	
Sur un terrain sis	10 Rue HILAIRE BERNIGAUD GRABELS	
Parcelle(s)	AE0086	

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 18/11/2022
AU 18/01/2023
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,

Le Maire,

- Vu la demande susvisée ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;

ARRETE :

ARTICLE 1: Il n'est **pas fait opposition** à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2: L'exécution des travaux soumis à la déclaration susvisée est subordonnée au respect de la prescription suivante :

les panneaux photovoltaïques seront intégrés aux pentes de la toiture

GRABELS, le 17 NOV. 2022

Le Maire

Le Maire,
René REVOL



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Durée de validité de la déclaration : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la décision de non opposition est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. La décision de non opposition peut être prorogée, deux fois, pour une durée d'un an. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

NON OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION	
Déposée le 13/10/2022	
Affichée le 18/10/2022	
Par	Monsieur REBEIX Raphaël
Demeurant à	8 rue Hilaire Benigaud 34790 GRABELS
Représenté par	
Pour	installation photovoltaïque en surimposition de toiture 15.84 m².
Sur un terrain sis	8 Rue HILAIRE BERNIGAUD GRABELS
Parcelle(s)	AE0085

Référence dossier :
N° DP 34116 22 M0106
Destination : travaux sur construction existante

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 18/11/2022
AU 18/01/2023

Le Maire,

- Vu la demande susvisée ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;

ARRETE :

ARTICLE 1: Il n'est **pas fait opposition** à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2: L'exécution des travaux soumis à la déclaration susvisée est subordonnée au respect de la prescription suivante :

les panneaux photovoltaïques seront intégrés à la pente de la toiture

GRABELS, le 17 NOV. 2022

Le Maire

Le Maire,
René REVOL

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Durée de validité de la déclaration : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la décision de non opposition est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. La décision de non opposition peut être prorogée, deux fois, pour une durée d'un an. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux

prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

NON OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE MAISON INDIVIDUELLE

DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Déposée le 17/10/2022		N° DP 34116 22 M0108
Affichée le 18/10/2022		
Par	Monsieur DEBUIRE PIERRE	
Demeurant à	2 Rue DES PERDREAUX 34790 GRABELS	
Représenté par		
Pour	Installation de panneaux photovoltaïques d'une surface de 14.8 m².	Destination : travaux sur construction existante
Sur un terrain sis	2 Rue DES PERDREAUX GRABELS	
Parcelle(s)	BD0090	

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 18/11/2022
AU 18/01/2023
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,

Le Maire,

- Vu la demande susvisée ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;

ARRETE :

ARTICLE 1: Il n'est **pas fait opposition** à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2: L'exécution des travaux soumis à la déclaration susvisée est subordonnée au respect de la prescription suivante :

les panneaux photovoltaïques seront intégrés à la pente de la toiture

GRABELS, le 17 NOV. 2022

Le Maire

Le Maire,
René REVOL



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Durée de validité de la déclaration : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la décision de non opposition est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. La décision de non opposition peut être prorogée, deux fois, pour une durée d'un an. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux

prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

NON OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Déposée le 11/10/2022		N° DP 34116 22 M0103
Affichée le 18/10/2022		
Par	L.R SERVICES 91488229500019	
Demeurant à	55 Avenue de la Libération 84150 JONQUIERES	
Représenté par	Madame Iilia REHAHLIA	
Pour	Pose de panneaux solaires sur toiture existante	Destination : Pose de panneaux solaires sur toiture existante
Sur un terrain sis	384 Rue du Plateau GRABELS	
Parcelle(s)	AR0006	

URBANISME

AFFICHAGE EFFECTUE

DU 18/11/2022

AU 18/01/2023

NON OPPOSITION

GRABELS LE
LE MAIRE,

Le Maire,

- Vu** la demande susvisée ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;

ARRETE :

ARTICLE 1: Il n'est **pas fait opposition** à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2: L'exécution des travaux soumis à la déclaration susvisée est subordonnée au respect de la prescription suivante :

les panneaux photovoltaïques seront intégrés à la toiture

GRABELS, le

Le Maire

Le Maire,
René REVOL

10 NOV 2022

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Durée de validité de la déclaration : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la décision de non opposition est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. La décision de non opposition peut être prorogée, deux fois, pour une durée d'un an. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

NON OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Déposée le 11/10/2022		N° DP 34116 22 M0102
Affichée le 18/10/2022		
Par	Madame JUILLAGUET Sandrine	
Demeurant à	16 Rue des Aphyllanthes 34790 GRABELS	
Représenté par		
Pour	INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE	
Sur un terrain sis	16 Rue des Aphyllanthes GRABELS	Destination : INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE
Parcelle(s)	AX0116	

Le Maire,

- Vu** la demande susvisée ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;

URBANISME
 AFFICHAGE EFFECTUE
 DU 18/11/2022
 AU 18/01/2023
 NON OPPOSITION
 GRABELS, LE
 LE MAIRE,

ARRETE :

ARTICLE 1: Il n'est **pas fait opposition** à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2: L'exécution des travaux soumis à la déclaration susvisée est subordonnée au respect de la prescription suivante :

les panneaux photovoltaïques seront intégrés à la toiture

GRABELS, le

Le Maire

Le Maire,
René REVOL

10 NOV. 2022

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Durée de validité de la déclaration : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la décision de non opposition est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. La décision de non opposition peut être prorogée, deux fois, pour une durée d'un an. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux

prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

NON OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Déposée le 05/10/2022	Complétée le 13/10/2022	N° DP 34116 22 M0101
Affichée le 11/10/2022		
Par	Monsieur EL RHAFFOULI Boubker	
Demeurant à	40 impasse du Plan de Maule 34790 GRABELS	
Représenté par		
Pour	Ouverture du mur de clôture pour portillon sur la rue Alphonse Daudet et enduit des clôtures	Destination : clôture
Sur un terrain sis	40 impasse du Plan de Maule GRABELS	
Parcelle(s)	BP0194	

Le Maire,

- Vu la demande susvisée ;
 Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
 Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;
 Vu les pièces complémentaires déposées en date du 13/10/2022 ;

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE

DU 18/11/2022
AU 18/01/2023

NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,

ARRETE:

ARTICLE UNIQUE : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.



GRABELS, le

Le Maire

Le Maire,
Ben REVOL

10 NOV. 2022

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Durée de validité de la déclaration : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la décision de non opposition est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. La décision de non opposition peut être prorogée, deux fois, pour une durée d'un an. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**REFUS DE PERMIS D'AMENAGER
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Déposée le 11/08/2022	Complétée le 20/09/2022	N° PA 34116 22 M0003
Affichée le 12/08/2022		
Par	CLEMIUM OPERATIONS	
N° SIRET	832866910002	
Demeurant à	6 rue Paul Baudry 75008 PARIS	
Représenté par	Monsieur Romain NOBECOURT	
Pour	Réalisation d'un lotissement de 5 lots (dont 1 déjà bâti)	
Sur un terrain sis	48 Rue DES GARRIGUETTES GRABELS	
Parcelle(s)	AW0539 AW0540 AW0541 AW0538	

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
 DU 18/11/2022
 AU 18/01/2023
NON OPPOSITION
 GRABELS, LE
 LE MAIRE,

Le Maire,

- Vu** la demande susvisée ;
- Vu** le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
- Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;
- Vu** le Plan de Prévention des Risques d'inondation approuvé ;
- Vu** le Plan de Prévention des Risques d'incendies de forêt approuvé ;
- Vu** Le Schéma Directeur d'assainissement pluvial des services de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18/07/2018 notifiant la nouvelle connaissance de l'aléa inondation par ruissellement pluvial ;
- Vu** le porter à connaissance de la carte départementale d'aléas incendie de forêt approuvé le 17/12/2021 ;
- Vu** l'avis de la Direction des Services Territoriales de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 16/08/2022 ;
- Vu** l'avis de la Direction Déléguée des Cycles de l'Eau de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 20/09/2022 ;
- Vu** l'avis Défavorable de la Direction Déléguée des Cycles de l'Eau – GIE/UEU de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18/10/2022 ;
- Vu** les pièces complémentaires reçues en date du 20/09/2022 ;

Considérant que le terrain d'assiette du projet se situe en zone UC1a du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Grabels ;

Considérant que le projet consiste en l'aménagement d'un lotissement ;

Considérant que l'article 4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) dispose en matière de rétention pluviale qu'en « l'absence d'un réseau d'eaux pluviales le constructeur devra assurer à sa charge l'établissement des dispositifs appropriés et proportionnés permettant l'évacuation des eaux de ruissellement et leur déversement vers les exutoires naturels. Ces aménagements devront être étudiés de façon à limiter toute nuisance et en particulier prendre en compte et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux. Les rejets devront être conformes à la législation de la loi sur l'eau » ;

Considérant l'avis défavorable ci-annexé de la Direction Déléguée des Cycles de l'Eau de Montpellier Méditerranée Métropole – Service Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations qui précise, entre autre, que la compensation de l'imperméabilisation proposée est insuffisante et nécessite une capacité de rétention plus importante du bassin proposé ;

Considérant qu'il y a lieu, en l'état, de s'opposer au projet ;

ARRETE:

ARTICLE UNIQUE : Le permis d'aménager est **REFUSE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.



GRABELS, le

Le Maire



- 9 NOV. 2022

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 18/11/2022
AU 18/10/2023
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,



AUTORISATION DE PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Déposée le 04/10/2022		N° PC 34116 22 M0033
Affichée le 11/10/2022		
Par	Madame BAKLI DALILA	Surface de Plancher autorisée
Demeurant à	86 Chemin des Romarins 34790 GRABELS	139,62 m²
Pour	Fermeture terrasse, modification toiture, aménagement terrasse	Destination : Travaux sur construction existante
Sur un terrain sis	86 Chemin des Romarins GRABELS	
Parcelle(s)	BL0011	

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
 DU 18/11/2022
 AU 18/01/2023
NON OPPOSITION
GRABELS LE
LE MAIRE,

Le Maire,

- Vu** la demande susvisée ;
- Vu** le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
- Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;
- Vu** le Plan de Prévention des Risques d'inondation approuvé ;
- Vu** le Plan de Prévention des Risques d'incendies de forêt approuvé ;
- Vu** Le Schéma Directeur d'assainissement pluvial des services de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18/07/2018 notifiant la nouvelle connaissance de l'aléa inondation par ruissellement pluvial ;
- Vu** le porter à connaissance de la carte départementale d'aléas incendie de forêt approuvé le 17/12/2021 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : L'exécution des travaux soumis à la demande susvisée est subordonnée au respect des prescriptions ci-après : l'article 11 du plan local d'urbanisme prévoit que pour les menuiseries, les teintes foncées et mates seront privilégiées.

GRABELS, le

Le Maire

9 NOV. 2022

[Signature]

[Stamp: Mairie de Grabels]

Information : Votre projet est soumis au versement de la Taxe d'Aménagement (part intercommunale et départementale) et est susceptible d'être soumis au versement de la Redevance d'Archéologie Préventive. Seule la mise en recouvrement en définira les valeurs exactes.

En ce qui concerne les exonérations, et/ou majorations éventuelles, il conviendra de se reporter aux délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole et du Conseil Départemental.

Votre projet peut être soumis à la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) en application de l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 du 14/03/2012 (le montant et les modalités de recouvrement de cette taxe seront précisés par courrier de Montpellier Méditerranée Métropole).

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Durée de validité du permis : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément à l'article R424-21 du code de l'urbanisme, le permis peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

AVIS DE DEPOT

DOSSIER DP Déposé le 08/11/2022	DP 34116 22 M0122 <i>a</i>	AR0198
PROJET : INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE EN AUTOCONSOMATION D'UNE PUISSANCE DE 5.25 KWC SOIT 14 PANNEAUX NOIRS NON REFLECHISSANTS DE 375WC CHACUN, SOIT UNE SURFACE DE 24 M2. POSE SUR TOITURE RESPECTANT LES CRITERES GENERAUX D'IMPLANTATION DU BATIMENT (Arrêté du 9 mai 2017)	Shon créée : m ²	Shob :
ADRESSE	328 Rue de la Plaine	34790
DEMANDEUR	Monsieur PALMIER Nicolas	
REPRESENTE PAR		
AFFICHE LE		

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU *18/11/2022*
AU *18/01/2023*
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,



ARRETE N° AP 034 116 22 M 0003
PORTANT AUTORISATION DE POSE D'ENSEIGNES
ALTISSIMO

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE GRABELS

VU l'article L581-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU la délibération N° M2021-103 datée du 29 mars 2021 portant approbation du Règlement Local de Publicité Intercommunal ;

VU la demande en date du 13/10/2022 de Monsieur Olivier MARINX représentant la société ALTISSIMO demeurant 5 Rue Jean Rodier 31400 TOULOUSE à l'effet d'obtenir l'autorisation de pose d'enseignes situé Ancienne Cave Coopérative Rue de la Treille 34790 GRABELS ;

ARRETE

Article 1 : Le pétitionnaire est autorisé à effectuer les travaux tels que décrits dans le dossier ; il devra respecter les prescriptions du RLPI (règlement local de publicité intercommunal approuvé le 29-03-2021) rappelées ci-après,

- extinction de l'enseigne lumineuse prévue à 23 heures,
- les lumières clignotantes sont à proscrire,
- la dimension de l'espace entre le mur et l'enseigne ne doit pas dépasser de 10 cm maximum de saillie,
- le dispositif d'éclairage doit être en transparence, intégré aux lettres BOITIER à poser,

Article 2 : M. le Directeur Général des Services et M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera directement adressé au demandeur.

Fait à GRABELS, le
Le Maire,
René REVOL,

- 7 NOV. 2022



URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 18/11/2022
AU 18/01/2023
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut au préalable faire un recours gracieux auprès de l'autorité ayant délivré l'autorisation.

AVIS DE DEPOT

DOSSIER DP Déposé le 07/11/2022	DP 34116 22 M0120	AP0156
PROJET : Transformation du garage en atelier d'artiste sans ajout d'ouverture. Remplacement de la porte en bois du garage par une porte fenêtre (en PVC) vitrée à trois vantaux avec occultation par volet roulant (en aluminium), les deux de couleur blanche. Surface intérieure (19 m2) inchangée hormis isolation. Pas de modification d'emprise au sol.	Shon créée : m ²	Shob :
ADRESSE	70 Rue de la Colline	34790
DEMANDEUR	Monsieur Dufieux Jean	
REPRESENTE PAR		
AFFICHE LE	URBANISME	

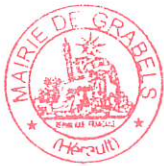
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 18/11/2022
AU 18/01/2023
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,



AVIS DE DEPOT

DOSSIER DP Déposé le 07/11/2022	DP 34116 22 M0121	BN0067
PROJET : panneaux solaires en toiture 15.68 m²	Shon créée : m²	Shob :
ADRESSE	31 rue des Terrasses	34790
DEMANDEUR	Monsieur GINET DENIS	
REPRESENTE PAR		
AFFICHE LE		

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 18/11/2022
AU 18/01/2023
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,



AVIS DE DEPOT

DOSSIER CU Déposé le 20/10/2022	CU 34116 22 M0241	AD0008
PROJET : Création d'un centre canin	Shon créée : m ²	Shob :
ADRESSE	BRUQUE CABAL	
DEMANDEUR	TOP CHIEN	
REPRESENTE PAR		URBANISME
AFFICHE LE		AFFICHAGE EFFECTUE

DU 18/11/2022
AU 18/01/2023

NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,



AVIS DE DEPOT

DOSSIER DP Déposé le 17/11/2022	DP 34116 22 M0126	AZ0151
PROJET : Le projet consiste en la réhabilitation d'une maison, en partenariat avec l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat afin de créer un logement social et rénover cette habitation. Il comporte : -la création d'ouvertures en façades ainsi que l'agrandissement de 2 baies existantes, ceci pour répondre notamment aux normes minimales d'éclairage naturel de l'ANAH. -la création d'une salle d'eau au 2e étage sous un auvent existant ne modifiant pas ainsi la volumétrie générale du bâtiment et restant suffisamment en retrait pour être invisible de l'espace public. Il n'y a pas de modification de la surface d'emprise au sol. La surface de plancher est augmentée de 3m2.	Shon créée : m²	Shob :
ADRESSE	18 Rue du Faubourg	34790
DEMANDEUR	SCI TRAVERSO	
REPRESENTE PAR	Monsieur TRAVERSO Marc	URBANISME
AFFICHE LE		AFFICHAGE EFFECTUE

DU 18/11/2022

AU 18/01/2023

NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,



AVIS DE DEPOT

DOSSIER PC Déposé le 14/11/2022	PC 34116 22 M0042	BD0047
PROJET : construction d'une extension de 33.28 m² au rez de chaussée pour y accueillir un bureau avec des sanitaires.	Shon créée : 33,28 m²	Shob :
ADRESSE	4 rue de la Procession	URBANISME
DEMANDEUR	Monsieur GIULIANI Baptiste	AFFICHAGE EFFECTUE
REPRESENTE PAR		DU 18/11/2022
AFFICHE LE		AU 18/01/2023

NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,



AVIS DE DEPOT

DOSSIER PC Déposé le 14/11/2022	PC 34116 22 M0040	AC0086
PROJET : Création d'un bâtiment tertiaire destiné à accueillir des bureaux et des ateliers répartis sur trois niveaux, le premier étant partiellement enterré par une toiture plantée.	Shon créée : m ²	Shob :
ADRESSE	80 impasse Pierre Magnol -Lot n° 229 A-B-Bbis - ZAC Euromédecine II	
DEMANDEUR	SCI HADTA	
REPRESENTE PAR	Monsieur POURQUIER Philippe	URBANISME
AFFICHE LE		AFFICHAGE EFFECTUE

DU 18/11/2022
 AU 18/01/2023
 NON OPPOSITION
 GRABELS, LE
 LE MAIRE.



AVIS DE DEPOT

DOSSIER DP Déposé le 14/11/2022	DP 34116 22 M0125	AV0136 AV0145
PROJET : construction d'un carport pour abriter une voiture constitué de 4 piliers en acier themolaquérecouverts par une bâche.	Shon créée : m²	Shob :
ADRESSE	961 route de Montpellier	
DEMANDEUR	Monsieur DAUCHEL HENRI	
REPRESENTE PAR		
AFFICHE LE		



URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 18/11/2022
AU 18/01/2023
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,

AVIS DE DEPOT

DOSSIER PC Déposé le 15/11/2022	PC 34116 22 M0041	BB0218
PROJET : Le projet consiste à réaliser une surélévation d'une Maison Individuelle en R+1, au-dessus du bâti en RDC et de la terrasse existante, n'augmentant pas l'emprise au sol initiale, et la création d'une fenêtre en RDC sur la façade Ouest.	Shon créée : m²	Shob :
ADRESSE	12 Ancien Chemin de Montpellier	34790
DEMANDEUR	Madame POUILLART Mélanie	
REPRESENTE PAR		
AFFICHE LE		

URBANISME

AFFICHAGE EFFECTUE

DU 18/11/2022

AU 18/01/2023

NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,



AVIS DE DEPOT

DOSSIER DP Déposé le 24/10/2022	DP 34116 22 M0113	AZ0221
PROJET : INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE EN AUTOCONSOMATION D'UNE PUISSANCE DE 3 KWC SOIT 8 PANNEAUX NOIRS NON REFLECHISSANTS DE 375WC CHACUN, SOIT UNE SURFACE DE 15M2. POSE SUR TOITURE RESPECTANT LES CRITERES GENERAUX D'IMPLANTATION DU BATIMENT (Arrêté du 9 mai 2017)	Shon créée : m²	Shob :
ADRESSE	6 Allée des Platanes	34790
DEMANDEUR	Monsieur DUMEE Frederic	
REPRESENTE PAR		
AFFICHE LE	URBANISME	

AFFICHAGE EFFECTUE

DU 18/11/2022

AU 18/01/2023

**NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE.**



AVIS DE DEPOT

DOSSIER DP Déposé le 09/11/2022	DP 34116 22 M0123	AH0187
PROJET : Piscine 21.6 m² + local technique 2.5 m².	Shon créée : m ²	Shob : 31,66
ADRESSE	92 rue Jean Boccace	
DEMANDEUR	Monsieur MOULIN Clément	
REPRESENTE PAR		
AFFICHE LE		

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU **18/11/2022**
AU **18/01/2023**
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,



AVIS DE DEPOT

DOSSIER DP Déposé le 09/11/2022	DP 34116 22 M0124	BL0177
PROJET : Elévation sur un toit terrasse existant et accessible pour la création d'une chambre de 15m². les travaux seront réalisés en ossature bois.	Shon créée : m²	Shob :
ADRESSE	420 Chemin des Plans	34790
DEMANDEUR	Monsieur Ferry Guillaume	
REPRESENTE PAR		
AFFICHE LE		

URBANISME
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 18/11/2022
AU 18/01/2023
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,

